

De nouveaux détails sur le Plan Condor



La dé-classification par les services d'intelligence des États-Unis d'une grande quantité de documents sur la dictature militaire argentine a permis de connaître des détails du Plan Condor, une coordination internationale qui a été responsable de l'enlèvement, de la disparition et de l'assassinat de dizaines de milliers de personnes pendant la seconde moitié du siècle dernier.

Il s'agit de la plus grande déclassification de documents de l'histoire de ce pays. Elle comprend 45 000 pages comprenant des documents fournis par le Département d'État et 14 agences de sécurité et de renseignement telles que le FBI, la CIA et celle qui dépend du Pentagone.

Les documents révèlent que Buenos Aires a été le quartier général de cette espèce de transnationale du crime à laquelle ont participé les dictatures du Chili, du Brésil, du Paraguay, de l'Argentine et de la Bolivie.

C'est dans la capitale de l'Argentine où des délégués de chacun de ces pays se réunissaient pour discuter des cibles choisies, de la méthode d'opération, des coûts financiers et politiques de chaque action et du moment adéquat pour la réaliser.

Les documents secrets déclassés par les États-Unis et remis à l'Argentine, révèlent aussi que si une « opération » était approuvée, la machine bureaucratique se mettait en marche, incluant des billets de

transports et des indemnités de dédommagement allant jusqu'à 3 500 dollars par jour pour les commandos comprenant jusqu'à cinq agents. Ils recevaient aussi mille dollars pour des vêtements.

Quand une force de tâche pour agir à l'étranger s'avérait nécessaire, elle était formée de 5 membres d'un ou de plusieurs pays, selon la capacité et l'expérience.

C'est ainsi qu'a été décidé le sort de dizaines ou peut-être de centaines de milliers de personnes dans le sud du continent et dont beaucoup n'étaient même pas des membres actifs de groupes de gauche mais de simples opposants aux dictatures militaires.

Il y a encore actuellement un grand nombre de familles qui ignorent le sort d'un de leurs membres et il y a des pays, comme cela est le cas du Chili, par exemple, où les autorités ont laissé traîner l'adoption de lois ayant pour but d'accélérer la recherche des victimes ou d'enquêter sur les circonstances de leur arrestation ou de leur mort.

En fait, la disparition forcée, comme on appelle l'enlèvement d'une personne par des agents de sécurité de l'état, est considérée par les conventions internationales comme un délit de lèse humanité qui ne prescrit pas et qui n'est pas susceptible de grâce et l'on considère qu'il continue à être commis tant que la lumière n'aura pas été faite sur le sort de la victime et sur l'endroit où se trouvent ses restes.

C'est, en plus, un acte d'une cruauté extrême car il prolonge durant des années la souffrance, la crainte et l'incertitude de toute une famille.

Il y a eu des cas beaucoup plus pervers car, après avoir enlevé des femmes enceintes, ils ont attendu qu'elles accouchent pour les assassiner et ils se sont appropriés des bébés.

Mais les documents déclassifiés par les États-Unis ne disent pas quelle a été exactement la participation de leurs appareils de sécurité et d'intelligence dans toute cette histoire sombre, qui n'aurait pas été possible sans leur approbation, leur assistance, leur direction et leur financement.

Nous voudrions bien avoir accès aussi, sous peu, à ces informations et qu'elles conduisent devant les tribunaux les auteurs et les commanditaires de ces crimes contre l'humanité.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/188616-de-nouveaux-details-sur-le-plan-condor>



Radio Habana Cuba